



ADRESSE DU SNASS-CGT AUX AGENTS DES MINISTÈRES SOCIAUX

**CONTRE L'EXTRÊME-DROITE ET POUR LA JUSTICE SOCIALE :
MOBILISONS-NOUS DANS L'UNITÉ AVEC LE FRONT POPULAIRE**

Au soir des élections européennes du 9 juin, la France s'illustre comme le pays européen où la poussée de l'extrême-droite est la plus forte. Ce résultat s'inscrit dans la continuité de politiques qui ont durablement servi les intérêts de la Finance et des plus riches. Une large partie de la population se sent abandonnée et déclassée. Face au recul des services publics, à la désertification médicale et à la baisse continue des salaires, l'extrême-droite adopte un discours faussement social, qui trompe une partie des électeurs et électrices, à l'instar de la réforme des retraites, dont l'abrogation n'est déjà plus une priorité pour le RN.

Leurs élus se sont ainsi prononcés contre l'augmentation du SMIC, l'indexation des salaires sur l'inflation, la revalorisation des pensions de retraite ou encore le gel des loyers.

Mais, aidé par de puissants relais médiatiques, le RN parvient à faire oublier son bilan et la violence des propositions économiques et sociales contenues dans son programme.

À la veille de commémorer le massacre de la population d'Oradour-sur-Glane par les nazis, le Président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, au risque d'ouvrir ainsi les portes du pouvoir au RN, parti héritier de la collaboration. Cette décision qui achève de banaliser l'extrême-droite, repose sur un calcul cynique et incertain. Rien ne l'obligeait à recourir à cette solution. D'autres conséquences pouvaient être tirées de cette déroute électorale, notamment un changement de politique et l'abandon de nombreux projets de réformes contestés par la population.

Il est faux de dire qu'on n'aurait pas essayé le RN, argument souvent invoqué. L'histoire et les régimes actuellement au pouvoir dans plusieurs pays, en Europe et dans le monde, nous démontrent que l'extrême-droite conduit à la guerre et à l'instabilité. La société que le RN veut construire est anti-sociale, raciste, sexiste, anti-écologique et autoritaire. Persécuter les immigrés, les musulmans, les chômeurs et les sans-papiers n'améliorera en aucun cas la condition des plus modestes.

Les visées de l'extrême-droite vont également à l'encontre des intérêts des fonctionnaires et agents publics. Les conséquences de leur politique pour les ministères sociaux seraient dramatiques : remise en question des politiques sociales et médico-sociales, politiques discriminatoires, etc. De plus, dans un ministère où les femmes représentent près de 70 % des effectifs, la politique rétrograde du RN qui entend sacrifier des professions féminisées pour économiser des milliards d'euros, serait une régression sociétale et sociale majeure.

Tout en rappelant la nécessité d'augmenter les salaires et les pensions, de réduire le temps de travail à 32 heures par semaine, de recruter massivement des personnels dans les services publics et de rétablir la retraite à 60 ans, le SNASS-CGT appelle les agents des ministères sociaux à faire barrage à l'extrême-droite, dans les mobilisations et en votant dès le premier tour pour le Front Populaire.

Montreuil, le mardi 12 juin 2024